

Considérant qu'il a été décidé, lors de la réunion du 23 avril 2012 du « Expert group on toys safety » de la Commission européenne en matière de sécurité des jouets, que ce type de produits doit être considéré comme un jouet;

Considérant que, d'après la littérature « Study Increase in Pediatric Magnet-Related Foreign Bodies Requiring Emergency Care », il s'avère qu'un très grand nombre d'accidents se sont produits avec de puissants aimants et que les consommateurs peuvent présenter des réactions allergiques;

Considérant que ce produit ne satisfait pas aux exigences du point 4.23.2 de la norme EN 71-1:2014, relatif à la taille et la force des aimants et par conséquent ne bénéficie pas de la présomption de conformité prévue par l'arrêté royal du 19 janvier 2011 relatif la sécurité des jouets;

Considérant que l'aimant présente un flux d'induction magnétique de 175 KG<sup>2</sup>mm<sup>2</sup>, supérieur à la limite maximale de 50 KG<sup>2</sup>mm<sup>2</sup> et que l'aimant entre entièrement dans le cylindre lors des essais effectués conformément au point 8.2 de la norme EN 71-1:2014 (cylindre pour petits éléments), ce qui entraîne un risque de perforation du système digestif lorsque l'aimant est avalé;

Considérant que, suite à ces constats, ce produit doit être considéré comme un produit dangereux;

Considérant que, conformément à l'article IX.4, § 2, du Code de droit économique, la société Plast Wood s.r.l. Via Sabotino, 20, 07023 Calangianus (SS), Italie, a été mise au courant des non conformités de son produit par courriers recommandés du 04 juillet 2016 et du 28 octobre 2016 et n'y a pas donné suite;

Considérant que ce produit a fait l'objet d'une notification RAPEX (A12/1012/14);

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité de l'utilisateur, d'éviter que ce produit se retrouve sur le marché belge,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La mise sur le marché du jouet Supermag Magnetic Genius de la marque Plast Wood, avec référence 0020 et code EAN 8027352000207 est interdite.

**Art. 2.** Le produit visé à l'article 1<sup>er</sup> doit être retiré du marché.

**Art. 3.** Le produit visé à l'article 1<sup>er</sup> doit être rappelé chez les consommateurs.

**Art. 4.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2017.

K. PEETERS

Overwegende dat er, tijdens een vergadering van de "Expert group on toys safety" van de Europese Commissie van 23 april 2012, werd besloten dat dit type producten als speelgoed moet worden beschouwd;

Overwegende dat uit de literatuur "Study Increase in Pediatric Magnet-Related Foreign Bodies Requiring Emergency Care", blijkt dat zich een zeer groot aantal ongevallen hebben voorgedaan met krachtige magneten en dat de consumenten allergische reacties kunnen vertonen;

Overwegende dat dit product niet voldoet aan de eisen van punt 4.23.2 van de norm EN 71-1:2014 betreffende de grootte en de kracht van magneten en bijgevolg niet het vermoeden van overeenstemming geniet, zoals bepaald door het koninklijk besluit van 19 januari 2011 betreffende de veiligheid van speelgoed;

Overwegende dat de magneet een magnetische flux heeft van 175 KG<sup>2</sup>mm<sup>2</sup>, hoger dan de limietwaarde van 50 KG<sup>2</sup>mm<sup>2</sup> en dat de magneet volledig past in de cilinder bij de tests uitgevoerd volgens punt 8.2 van de norm EN 71-1:2014 (cilinder voor kleine onderdelen). Dit veroorzaakt een risico op perforatie van de spijsverteringsorganen wanneer de magneet wordt ingeslikt;

Overwegende dat, naar aanleiding van deze vaststellingen, dit product moet worden beschouwd als een gevaarlijk product;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel IX.4, § 2, van het Wetboek van economisch recht, de firma Plast Wood s.r.l. Via Sabotino 20, 07023 Calangianus (SS), Italië, via aangetekende brieven van 4 juli 2016 en 28 oktober 2016 op de hoogte is gebracht van de non-conformiteiten van haar product en hieraan geen gevolg heeft gegeven;

Overwegende dat dit product aanleiding tot een RAPEX-melding (A12/1012/14) heeft gegeven;

Overwegende dat het, in het belang van de veiligheid van de gebruiker, noodzakelijk is om te voorkomen dat dit product op de Belgische markt terechtkomt,

Besluit :

**Artikel 1.** Het op de markt brengen van het speelgoed Supermag Magnetic Genius, van het merk Plast Wood, met referentie 0020 en EAN-code 8027352000207, is verboden.

**Art. 2.** Het in artikel 1 bedoelde product moet uit de handel worden genomen.

**Art. 3.** Het in artikel 1 bedoelde product moet bij de consumenten teruggeroepen worden.

**Art. 4.** Dit besluit treedt in werking de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 11 april 2017.

K. PEETERS

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202269]

**20 AVRIL 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et portant exécution des articles 108 et 109 du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, les articles 108 et 109;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le rapport du 10 novembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 60.433/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 décembre 2016 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Mesures d'exécution de l'article 108 du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans le Chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il est inséré une section 6bis, comportant les articles 89bis, 89ter et 89quater, rédigée comme suit :

« Section 6bis. Procédure de prolongation d'un permis d'environnement ou d'un permis unique délivré en fonction de la date d'expiration d'un permis portant sur un autre établissement

Art. 89bis. Lorsqu'un permis d'environnement ou permis unique est délivré en fonction de la date d'expiration d'un permis portant sur un autre établissement existant et implanté à proximité au sens de l'article 1<sup>er</sup>, 3°, dernière phrase, du décret, la demande de prolongation du permis est introduite au moins soixante jours avant l'expiration du permis d'environnement ou du permis unique pour lequel la prolongation est demandée. La demande est adressée au fonctionnaire technique visé à l'article 111.

La demande comprend :

- 1° les nom, prénom et adresse du demandeur;
- 2° si le demandeur est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire la demande;
- 3° les références, l'objet et la date de la décision octroyant le permis d'environnement ou le permis unique dont la prolongation de la durée de validité est demandée;
- 4° les motifs de la demande de prolongation et la durée pour laquelle elle est demandée.

La demande de prolongation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite au moyen d'un formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Environnement.

Art. 89ter. S'il n'est pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique envoie son avis à l'autorité compétente en première instance dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande.

Art. 89quater. § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur dans un délai de vingt jours à dater de la réception de l'avis du fonctionnaire technique.

L'autorité compétente en première instance en informe simultanément par pli ordinaire :

- 1° lorsqu'ils ne sont pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué;
- 2° lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, l'administration communale visée aux articles 16 ou 81 du décret;
- 3° le fonctionnaire chargé de la surveillance;
- 4° les autorités et administrations consultées lors de cette procédure.

§ 2. Si le fonctionnaire technique est l'autorité compétente, il envoie au demandeur sa décision dans un délai de cinquante jours à dater de la réception de la demande de prolongation. Simultanément à sa décision, il en informe le fonctionnaire délégué lorsque la demande porte sur un permis unique. ».

CHAPITRE II. — *Mesures d'exécution de l'article 109 du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement*

**Art. 2.** La demande de prolongation d'un permis d'environnement ou d'un permis unique visé à l'article 109, alinéa 2, du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, est introduite, au moins soixante jours avant l'expiration du permis d'environnement ou du permis unique pour lequel la prolongation est demandée. La demande est adressée au fonctionnaire technique visé à l'article 111 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

La demande comprend :

- 1° les nom, prénom et adresse du demandeur;
- 2° si le demandeur est une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom, adresse et qualité de la personne mandatée pour introduire la demande;
- 3° les références, l'objet et la date de la décision octroyant le permis d'environnement ou le permis unique dont la prolongation de la durée de validité est demandée;
- 4° les motifs de la demande de prolongation et la durée pour laquelle elle est demandée.

La demande de prolongation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est introduite au moyen d'un formulaire dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Environnement.

**Art. 3.** S'il n'est pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique envoie son avis à l'autorité compétente en première instance dans un délai de vingt jours à dater de la réception de la demande.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente envoie sa décision au demandeur dans un délai de vingt jours à dater de la réception de l'avis du fonctionnaire technique.

L'autorité compétente en première instance en informe simultanément par pli ordinaire :

- 1° lorsqu'ils ne sont pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué;
- 2° lorsqu'elle n'est pas l'autorité compétente, l'administration communale visée aux articles 16 ou 81 du décret;
- 3° le fonctionnaire chargé de la surveillance;
- 4° les autorités et administrations consultées lors de cette procédure.

§ 2. Si le fonctionnaire technique est l'autorité compétente, il envoie au demandeur sa décision dans un délai de cinquante jours à dater de la réception de la demande de prolongation. Simultanément à sa décision, il en informe le fonctionnaire délégué lorsque la demande porte sur un permis unique.

#### CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 5.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 6.** A l'exception de l'article 1<sup>er</sup>, le présent arrêté entre en vigueur le dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur belge*.

L'article 1<sup>er</sup> entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2017.

Namur, le 20 avril 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,  
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,  
C. DI ANTONIO

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202269]

**20. APRIL 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, und zur Ausführung der Artikel 108 und 109 des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung, Artikel 108 und 109;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Berichts vom 10. November 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 14. Dezember 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 60.433/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Maßnahmen zur Ausführung von Artikel 108 des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung*

**Artikel 1** - In Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird ein Abschnitt *6bis* eingefügt, der die Artikel *89bis*, *89ter* und *89quater* mit folgendem Wortlaut umfasst:

«Abschnitt *6bis* - Verfahren zur Verlängerung einer Umwelt- oder Globalgenehmigung, die auf der Grundlage des Ablaufdatums einer Genehmigung für einen anderen Betrieb ausgestellt wurde

Art. *89bis* - Wird eine Umwelt- oder Globalgenehmigung auf der Grundlage des Ablaufdatums einer Genehmigung für einen anderen bestehenden und in der Nähe niedergelassenen Betrieb im Sinne von Artikel 1 Ziffer 3, letzter Satz, des Dekrets ausgestellt, dann wird der Antrag auf Verlängerung der Genehmigung mindestens sechzig Tage vor Ablauf der Umwelt- oder Globalgenehmigung, für die eine Verlängerung beantragt wird, eingereicht. Der Antrag wird an den in Artikel 111 erwähnten technischen Beamten gerichtet.

Der Antrag umfasst folgende Angaben:

- 1° Name, Vorname und Anschrift des Antragstellers;
- 2° falls es sich bei dem Antragsteller um eine juristische Person handelt, Bezeichnung oder Gesellschaftsname, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Antrags bevollmächtigten Person;
- 3° Referenzen, Gegenstand und Datum des Beschlusses zur Gewährung der Umwelt- oder Globalgenehmigung, für die eine Verlängerung der Gültigkeitsdauer beantragt wird;
- 4° Gründe für den Antrag auf Verlängerung und beantragte Dauer dieser Verlängerung.

Der in Absatz 1 genannte Antrag auf Verlängerung wird anhand eines Formulars eingereicht, dessen Muster vom Minister für Umwelt festgelegt wird.

Art. 89<sup>ter</sup> - Handelt es sich bei dem technischen Beamten nicht um die zuständige Behörde, dann richtet dieser seine Stellungnahme innerhalb von zwanzig Tagen ab Eingang des Antrags an die in erster Instanz zuständige Behörde.

Art. 89<sup>quater</sup> - § 1 - Die zuständige Behörde übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss innerhalb von zwanzig Tagen ab Eingang der Stellungnahme des technischen Beamten.

Die in erster Instanz zuständige Behörde informiert gleichzeitig per gewöhnlichen Brief:

1° den technischen Beamten und den beauftragten Beamten, wenn es sich bei ihnen nicht um die zuständige Behörde handelt;

2° die Gemeindeverwaltung nach Artikel 16 oder 81 des Dekrets, wenn es sich bei ihr nicht um die zuständige Behörde handelt;

3° den mit der Überwachung beauftragten Beamten;

4° die im Laufe des Verfahrens zu Rate gezogenen Behörden und Verwaltungen.

§ 2 - Handelt es sich bei dem technischen Beamten um die zuständige Behörde, so übermittelt dieser dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von fünfzig Tagen ab Eingang des Antrags auf Verlängerung. Parallel zu seinem Beschluss setzt er den beauftragten Beamten davon in Kenntnis, wenn der Antrag sich auf eine Globalgenehmigung bezieht.»

KAPITEL II — *Maßnahmen zur Ausführung von Artikel 109 des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung*

**Art. 2** - Der Antrag auf Verlängerung einer Umwelt- oder Globalgenehmigung im Sinne von Artikel 109 Absatz 2 des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung wird mindestens sechzig Tage vor Ablauf der Umwelt- oder Globalgenehmigung, für die eine Verlängerung beantragt wird, eingereicht. Der Antrag wird an den in Artikel 111 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten technischen Beamten gerichtet.

Der Antrag umfasst folgende Angaben:

1° Name, Vorname und Anschrift des Antragstellers;

2° falls es sich bei dem Antragsteller um eine juristische Person handelt, Bezeichnung oder Gesellschaftsname, Rechtsform, Anschrift des Gesellschaftssitzes, sowie Name, Vorname, Anschrift und Eigenschaft der zur Einreichung des Antrags bevollmächtigten Person;

3° Referenzen, Gegenstand und Datum des Beschlusses zur Gewährung der Umwelt- oder Globalgenehmigung, für die eine Verlängerung der Gültigkeitsdauer beantragt wird;

4° Gründe für den Antrag auf Verlängerung und beantragte Dauer dieser Verlängerung.

Der in Absatz 1 genannte Antrag auf Verlängerung wird anhand eines Formulars eingereicht, dessen Muster vom Minister für Umwelt festgelegt wird.

**Art. 3** - Handelt es sich bei dem technischen Beamten nicht um die zuständige Behörde, dann richtet dieser seine Stellungnahme innerhalb von zwanzig Tagen ab Eingang des Antrags an die in erster Instanz zuständige Behörde.

**Art. 4** - § 1 - Die zuständige Behörde übermittelt dem Antragsteller ihren Beschluss innerhalb von zwanzig Tagen ab Eingang der Stellungnahme des technischen Beamten.

Die in erster Instanz zuständige Behörde informiert gleichzeitig per gewöhnlichen Brief:

1° den technischen Beamten und den beauftragten Beamten, wenn es sich bei ihnen nicht um die zuständige Behörde handelt;

2° die Gemeindeverwaltung nach Artikel 16 oder 81 des Dekrets, wenn es sich bei ihr nicht um die zuständige Behörde handelt;

3° den mit der Überwachung beauftragten Beamten;

4° die im Laufe des Verfahrens zu Rate gezogenen Behörden und Verwaltungen.

§ 2 - Handelt es sich bei dem technischen Beamten um die zuständige Behörde, so übermittelt dieser dem Antragsteller seinen Beschluss innerhalb von fünfzig Tagen ab Eingang des Antrags auf Verlängerung. Parallel zu seinem Beschluss setzt er den beauftragten Beamten davon in Kenntnis, wenn der Antrag sich auf eine Globalgenehmigung bezieht.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

**Art. 5** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

**Art. 6** - Mit Ausnahme von Artikel 1 tritt der vorliegende Erlass zehn Tage nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Artikel 1 tritt am 1. Juni 2017 in Kraft.

Namur, den 20. April 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz  
C. DI ANTONIO

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202269]

20 APRIL 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en tot uitvoering van de artikelen 108 en 109 van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning, de artikelen 108 en 109;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het rapport van 10 maart 2016 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 60.433/4 van de Raad van State, gegeven op 14 december 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

*HOOFDSTUK I. — Uitvoeringsmaatregelen van artikel 108 van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning*

**Artikel 1.** In Hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt een afdeling 6bis, die de artikelen 89bis, 89ter en 89quater omvat, ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling 6bis. Procedure tot verlenging van een milieuvergunning of een globale vergunning toegekend in functie van de datum van verstrijken van een vergunning met betrekking tot een andere inrichting

Art. 89bis. Wanneer een milieuvergunning of een globale vergunning toegekend wordt in functie van de datum van verstrijken van een vergunning met betrekking tot een andere bestaande, in de nabijheid gelegen inrichting in de zin van artikel 1, 3<sup>o</sup>, laatste zin, van het decreet wordt de aanvraag tot verlenging van de vergunning minstens zestig dagen voor het verstrijken van de milieuvergunning of de globale vergunning waarvoor de verlenging wordt aangevraagd, ingediend. De aanvraag wordt aan de in artikel 111 bedoelde technisch ambtenaar gericht.

De aanvraag omvat :

1<sup>o</sup> de naam, de voornaam en het adres van de aanvrager;

2<sup>o</sup> indien de aanvrager een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van de bedrijfszetel en de naam, voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om de aanvraag in te dienen;

3<sup>o</sup> de referenties, het voorwerp en de datum van de beslissing tot toekenning van de milieuvergunning of de globale vergunning waarvan de verlenging van de geldigheidsduur aangevraagd wordt;

4<sup>o</sup> de redenen van de verlengingsaanvraag en duur waarvoor ze wordt aangevraagd.

De in het eerste lid bedoelde verlengingsaanvraag wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister van Leefmilieu wordt vastgelegd.

Art. 89ter. Als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid niet is, stuurt hij zijn advies aan de in eerste instantie bevoegde overheid binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de aanvraag.

Art. 89quater. § 1. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van het advies van de technisch ambtenaar.

De in eerste instantie bevoegde overheid informeert tegelijkertijd de volgende personen bij gewone brief :

1<sup>o</sup> als ze de bevoegde overheid niet zijn, de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar;

2<sup>o</sup> als het de bevoegde overheid niet is, het gemeentebestuur bedoeld in artikel 16 of 81 van het decreet;

3<sup>o</sup> de toezichthoudend ambtenaar;

4<sup>o</sup> de tijdens deze procedure geraadpleegde overheden en administraties.

§ 2. Als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid is, stuurt hij zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van vijftig dagen te rekenen van de ontvangst van de verlengingsaanvraag. Tegelijkertijd geeft hij er kennis daarvan aan de gemachtigd ambtenaar wanneer de aanvraag op een globale vergunning betrekking heeft. »

HOOFDSTUK II. — *Uitvoeringsmaatregelen van artikel 109 van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning*

**Art. 2.** De aanvraag tot verlenging van een milieuvergunning of een globale vergunning bedoeld in artikel 109, tweede lid, van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning wordt ingediend minstens zestig dagen voor het verstrijken van de milieuvergunning of de globale vergunning waarvoor de verlenging wordt aangevraagd. De aanvraag wordt gericht aan de technisch ambtenaar bedoeld in artikel 111 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

De aanvraag omvat :

1° de naam, de voornaam en het adres van de aanvrager;

2° indien de aanvrager een rechtspersoon is, zijn benaming of firmanaam, zijn rechtsvorm, het adres van de bedrijfszetel en de naam, voornaam, het adres en de hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om de aanvraag in te dienen;

3° de referenties, het voorwerp en de datum van de beslissing tot toekenning van de milieuvergunning of de globale vergunning waarvan de verlenging van de geldigheidsduur aangevraagd wordt;

4° de redenen van de verlengingsaanvraag en duur waarvoor ze wordt aangevraagd.

De in het eerste lid bedoelde verlengingsaanvraag wordt ingediend aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister van Leefmilieu wordt vastgelegd.

**Art. 3.** Als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid niet is, stuurt hij zijn advies aan de in eerste instantie bevoegde overheid binnen een termijn van twintig dagen na ontvangst van de aanvraag.

**Art. 4.** § 1. De bevoegde overheid stuurt haar beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de ontvangst van het advies van de technisch ambtenaar.

De in eerste instantie bevoegde overheid informeert tegelijkertijd de volgende personen bij gewone brief :

1° als ze de bevoegde overheid niet zijn, de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar;

2° als het de bevoegde overheid niet is, het gemeentebestuur bedoeld in de artikelen 16 of 81 van het decreet;

3° de toezichthoudend ambtenaar;

4° de tijdens deze procedure geraadpleegde overheden en besturen.

§ 2. Als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid is, stuurt hij zijn beslissing aan de aanvrager binnen een termijn van vijftig dagen te rekenen van de ontvangst van de verlengingsaanvraag. Tegelijkertijd geeft hij er kennis daarvan aan de gemachtigd ambtenaar wanneer de aanvraag op een globale vergunning betrekking heeft.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 5.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 6.** Met uitzondering van artikel 1 treedt dit besluit in werking tien dagen na de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Artikel 1 treedt in werking op 1 juni 2017.

Namen, 20 april 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,  
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202270]

20 AVRIL 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 accordant une allocation de fonction aux agents exerçant la fonction de conseiller en prévention

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 septembre 2008 accordant une allocation de fonction aux agents exerçant une fonction de conseiller en prévention;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 février 2017;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 16 février 2017;

Vu le rapport du 16 février 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;